

Mexique: « Partout, nous rencontrons **impunité** et **corruption** »

Hommes & Libertés
a rencontré
monseigneur
Raúl Vera
López, évêque
de Saltillo
(Etat de
Coahuila,
au nord
du Mexique),
fortement
impliqué dans
la défense
des personnes
les plus
vulnérables.
Il explique
ici le règne
de l'impunité
dans le pays.

Hélène Bouneaud (H&L): *Vous vous élevez contre l'impunité au Mexique. Quelle est la situation, aujourd'hui ?*

Mgr Raúl Vera López: L'impunité au Mexique donne à voir à la société la complicité du gouvernement avec les membres des mafias du crime organisé. L'impunité, qui leur laisse la liberté d'agir, obéit à une intention bien particulière du gouvernement mexicain : en maintenant la population dans un état d'angoisse et de terreur, en la privant d'une sécurité qui rassure, en abandonnant les recherches de ses disparus, ou tout du moins en la laissant dans l'incertitude, il est donné feu vert pour perpétrer les crimes les plus divers. Pour les familles des personnes disparues, les pères, mères ou enfants de personnes victimes d'exécutions extrajudiciaires, dont la vie a été transformée, l'angoisse est encore plus grande lorsque les personnes absentes sont celles qui faisaient vivre le foyer. Elles perdent l'accès au logement, à l'éducation, à la nourriture... Ce qui les rapproche d'un monde vide, sans espoir, et parfois violent. En maintenant la population dans cet état de recherche permanent de la satisfaction de ses besoins les plus élémentaires, le gouvernement peut poursuivre, en toute impunité, toutes les réformes structurelles qui privent les Mexicains de tout accès à une vie digne, à un minimum de

droits. Une société faible et apeurée est plus facilement pillée.

H. B. : *Voulez-vous dire qu'une véritable stratégie est à l'œuvre ?*

R. V. L. : Le fait que le gouvernement ne bouge pas le petit doigt, ni pour poursuivre, ni pour juger, ni même pour appréhender, ni encore moins pour soumettre à une procédure judiciaire ces criminels laisse à penser qu'il cherche volontairement à susciter ce type d'angoisse et de trouble pour pouvoir poursuivre l'opération de violation de tous les droits en général, de ceux qui protègent les ressources naturelles à ceux du travail, enfin, tous les droits fondamentaux nous permettant d'accéder à une vie digne. Aujourd'hui, le gouvernement mexicain s'est mis au service des dirigeants économiques nationaux et internationaux.

Tant au cours des messes que je célèbre que dans des forums auxquels j'ai participé, y compris à l'étranger et même au Congrès de la nation, j'ai évoqué les massacres perpétrés sur le territoire mexicain, les disparitions, la violence et l'insécurité comme modes de contrôle de la population. Je considère en effet que, du fait de l'impunité dont jouissent divers délits, la population a peur de dénoncer, de s'organiser contre le pillage des ressources, contre l'esclavage moderne, contre la nouvelle Loi fédérale du travail, contre l'abandon de la

souveraineté nationale (renoncement à nos ressources énergétiques), à notre souveraineté alimentaire avec l'autorisation des OGM... entre autres.

Malgré tout, nous sommes quelques-uns à ne plus avoir peur, et nous continuons à nous battre, à nous indigner de tant d'indignité.

H. B. : *Comment fonctionne ce système ?*

R. V. L. : L'exemption de peine pour celui qui commet une faute ne s'applique pas aux pauvres entre les pauvres. Les plus vulnérables, les plus simples, sans éducation, sans garantie de manger à leur faim, sont désignés comme délinquants. Le plus souvent, ils ne sont que des boucs émissaires pour un Etat qui prétend se faire passer pour juste, alors qu'en réalité, il ne s'agit que de simulacres sans véritable justice et sans respect du droit. Pour chaque délit, et à tous les niveaux, nous rencontrons corruption et impunité dans ce pays.

Si nous pouvons affirmer que pour toute violation des droits humains, impunité il y a, soit moins de droits pour les victimes, il faut aussi comprendre que, au Mexique, l'impunité est négociée. C'est le règne des accords du gouvernement avec les multinationales et les maîtres autoproclamés du monde, de ses ressources, de ses travailleurs. Je ne dis pas que cela contribue à



l'impunité, non, je veux dire que cette impunité est inhérente à ce type d'accord, par lequel il est convenu a priori que les crimes, tous les crimes commis contre les droits de l'Homme au Mexique ne seront ni soumis à jugement, ni même poursuivis. C'est cela le plus grave : une impunité négociée.

Avant même que ces grands personnages ne commettent un méfait, le gouvernement mexicain leur assure qu'il ne leur arrivera rien. C'est la raison pour laquelle la pratique de la torture est très fréquente, et que l'on compte un grand nombre d'esclaves modernes dans des *maquiladoras* [zones franches de production pour l'exportation] ou des transnationales. Cette permissivité se retrouve à tous les niveaux de gouvernement, et au niveau municipal, comme le montre le cas d'Iguala, où il y avait un accord tacite sur la manière dont les personnes qui oseraient protester contre le gouvernement local seraient traitées, jusqu'à les effacer de la carte, ce qui est arrivé aux étudiants d'Ayotzinapa (voir encadré p. 26). Dans leur cas, aucune autorité

« Nous sommes quelques-uns à ne plus avoir peur, et nous continuons à nous battre, à nous indigner de tant d'indignité. »

n'a déclaré où étaient ces jeunes, et, plus cruel encore, où se trouvaient leurs dépouilles.

H. B. : Impunité et corruption sont donc toujours très liées...

R. V. L. : Oui. La corruption est rampante. Lors de la dernière session du Tribunal permanent des peuples pour le Mexique, l'hypothèse sur laquelle nous avons fondé notre jugement de l'Etat mexicain est que les trois organes de la République – exécutif, législatif, judiciaire – ont détourné les pouvoirs que les institutions leur accordent par la Constitution, à savoir gouverner en faveur de la justice et du droit pour le développement du pays et le bien-être de sa population. Ces pouvoirs sont retournés contre les citoyens. Les fonctionnaires qui en dépendent se sont mis au service des multinationales, des puissances étrangères et de celles de notre pays, qui sont favorables au modèle économique induit par la mondialisation, grâce auquel une poignée d'individus de cette planète s'empare de tous les moyens pour contrôler le monde.

H. B. : Le Président Enrique Peña Nieto a annoncé, à la fin de l'année 2014, un plan de lutte contre l'impunité. Peut-il être efficace, au vu de ce contexte ?

R. V. L. : Ce projet était voué à l'échec, et a été immédiatement et définitivement réduit à néant dans la mesure où il proposait que le suivi des cas d'impunité au Mexique soit assuré par un comité... sous la direction du président de la République, alors qu'il s'est lui-même montré, tout comme sa femme, sa famille et des membres de son cabinet, un corrompu de premier ordre : de la luxueuse demeure que son épouse aurait « gagnée par son travail » dans l'entreprise toute puissante Televisa, à la débauche d'achats sur les deniers publics de sa femme, filles et belles-filles, dans les boutiques les plus huppées de Beverly Hills.

Le Président est le premier corrompu, et encore, on n'est pas prêt d'enquêter sur l'origine de l'argent qu'il a utilisé pour arriver à la présidence, puisque c'est lui qui est chargé de veiller sur ce qui se passe au sommet de l'Etat. Si ce président de la République est

celui qui doit empêcher la corruption, quelles garanties ont les Mexicains que ce soit un plan de lutte contre la corruption ? C'est parfaitement ridicule, et les Mexicains ne se laissent plus tromper. Un groupe de personnes, inspirées par l'idée de démocratie participative, souhaite que, lors des prochaines élections législatives de juin 2015, soit posée la question de la révocation du mandat électif, considérée comme instrument du respect des principes fondamentaux de liberté, de sécurité et de paix sociale pour le pays tout entier.

H. B. : *Une délégation de représentants des familles des disparus d'Ayotzinapa était présente à la session de la Commission des disparitions forcées des Nations unies, en février dernier. Qu'attendez-vous des organisations de droits de l'Homme en Europe, et au-delà, pour soutenir les défenseurs des droits au Mexique ?*

R. V. L. : Le cas d'Ayotzinapa est devenu emblématique dans presque tous les pays d'Europe et d'Amérique du Sud, au Etats-Unis et dans bien d'autres pays, où se sont manifestées la colère,

« Au Mexique, l'impunité est négociée. C'est le règne des accords du gouvernement avec les multinationales et les maîtres autoproclamés du monde. Il est ainsi convenu que tous les crimes commis contre les droits de l'Homme au Mexique ne seront ni soumis à jugement, ni même poursuivis. »

l'indignation, la solidarité devant ces événements. Je sais que dans l'Union européenne et dans les parlements de chacun des pays membres, il se fait un suivi de la situation des droits de l'Homme dans les pays avec lesquels s'entretiennent des relations commerciales ou autres, et je dois dire d'expérience que j'ai eu la preuve d'une sincère préoccupation pour la situation du Mexique.

J'attends des gouvernements européens qu'ils freinent la violation généralisée des droits humains au Mexique, illustrée par le cas des étudiants de l'école normale Isidro Burgos d'Ayotzinapa, dans l'Etat du Guerrero, qu'ils fassent pression pour que soient tenus les engagements que l'Etat a pris, en ratifiant le statut de Rome [qui définit les règles de fonctionnement élémentaire de la Cour pénale internationale] concernant les crimes graves d'importance pour la communauté internationale, et en visant à « adopter des mesures au plan international, intensifier la coopération internationale pour garantir qu'ils [les crimes] soient effectivement soumis à l'action de la justice ».

Je crois, en vérité, que pour l'Union européenne comme pour

les organisations internationales qui se préoccupent des droits humains, il est évident que le cas Ayotzinapa est emblématique à l'heure actuelle, parce qu'il démontre la corruption et la collusion directe entre les autorités et les bandes du crime organisé. En effet, ceux qui ont enlevé les jeunes qui descendaient des bus pour participer à une manifestation contre la municipalité d'Iguala – dont ils n'avaient pas reçu les subventions à l'école et à l'internat, nécessaires à la poursuite de leurs études et de leur séjour – étaient des agents de la police municipale.

Le contrôle de la mise en œuvre et du respect des droits de l'Homme au Mexique doit être beaucoup plus strict et plus exigeant, parce que permettre la poursuite de la violation des droits humains, c'est se rendre complice des atrocités commises. Le plus prudent serait de conditionner le maintien des relations commerciales, de poser des sanctions explicites et de geler les relations économiques avec le Mexique, tant que n'aura pas été restauré le respect des droits humains des femmes et des hommes dans le pays. ●

La disparition, emblématique, des étudiants d'Ayotzinapa



© MONTECRUZ FOTO LICENCE CC

Quarante-trois élèves de l'école normale rurale d'Ayotzinapa, dans l'Etat du Guerrero, à trois cents kilomètres de Mexico, ont été enlevés le 26 septembre 2014. Ils étaient une centaine d'étudiants de première et deuxième année à se rendre en bus pour aller à Iguala, à moins de cent kilomètres de l'école, pour manifester.

Une école « berceau de la conscience sociale », connue pour être composée d'étudiants très politisés – ou en voie de l'être –, ayant à cœur de changer le système... Après une confrontation avec la police municipale, ils ont été interceptés à la sortie

de la ville. Certains ont été arrêtés, d'autres ont réussi à s'enfuir. Remis ensuite à un groupe mafieux local, ils ont disparu, puis ont été – d'après ce que l'on suppose – tués. Les enquêtes sont toujours en cours pour les retrouver... ou retrouver leurs dépouilles.

La société mexicaine est ressortie bouleversée et meurtrie par cette affaire. Les événements tragiques d'Ayotzinapa marquent une étape de plus dans la démonstration de l'insécurité qui règne dans le pays, du scandale que constitue la collusion entre groupes criminels et police, et de l'urgence à « mettre fin à l'horreur que subit une population prise en tenaille entre des criminels sans pitié et un gouvernement sans loi » (communiqué LDH/FIDH du 18 novembre 2014).